



Préfecture  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques  
et des collectivités locales  
Bureau du droit de l'environnement  
n°2011310-0001

**Arrêté autorisant Madame Murielle MARQUISSEAU  
à exploiter un élevage de 111 700 poulets en bâtiments  
sur la commune de ST-ELIX-THEUX**

**LE PREFET du GERS,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite**

- VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 ;
- VU** la directive du Conseil n°91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;
- VU** la directive n°2008/1/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ;
- VU** le code de l'environnement, en particulier le livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le livre II - titre 1er - relatif à l'eau et aux milieux aquatiques ;
- VU** le code rural ;
- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de l'urbanisme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1412 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** la demande d'autorisation d'exploiter en date du 21 juillet 2010 déposée en préfecture le 4 août 2010 par Madame Murielle MARQUISSEAU pour un élevage de 111 700 poulets sur la commune de St-Elix-Theux ;

VU les compléments au dossier de demande d'autorisation susvisée déposés par Madame Murielle MARQUISSEAU le 4 février 2011 ;

VU l'avis de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 18 février 2011 sur le caractère complet et régulier du dossier de demande d'autorisation déposé par Madame Murielle MARQUISSEAU ;

VU l'avis de l'autorité environnementale (préfet de la région Midi-Pyrénées) en date du 15 avril 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique ;

VU l'avis en date du 26 mai 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Belloc-St-Clamens ;

VU l'avis en date du 8 mai 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Durban ;

VU l'avis du 23 mai 2011 émis par le conseil municipal de la commune d'Esclasan-Labastide ;

VU l'avis en date du 14 juin 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Lagarde-Hachan ;

VU l'avis en date du 8 juin 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Lourties-Monbrun ;

VU l'avis en date du 27 mai 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Moncassin ;

VU l'avis en date du 3 juin 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Saint-Arroman ;

VU l'avis en date du 10 juin 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Saint-Elix-Theux ;

VU l'avis en date du 7 juin 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Samaran ;

VU l'avis en date du 7 juin 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Sauviac ;

VU l'avis en date du 1<sup>er</sup> juin 2011 émis par le conseil municipal de la commune de Viozan ;

VU le registre d'enquête publique, le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur du 6 juillet 2011 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU les réponses aux réserves des services de l'Etat, aux recommandations du commissaire-enquêteur et les compléments d'information apportées par l'exploitant, notamment ses transmissions des 8, 14 et 16 septembre 2011 ;

VU le rapport et l'avis de l'inspection des Installations Classées en date du 14 septembre 2011 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 22 septembre 2011 ;

CONSIDERANT après consultation de la Direction Départementale des Territoires du Gers, que l'étang référencé L-32-375-001 situé à proximité du site, n'est pas identifié comme étant une pisciculture ;

CONSIDERANT que les réserves et remarques émises par les services de l'Etat ainsi que les recommandations du commissaire-enquêteur ont été levées ou prises en compte dans les prescriptions techniques applicables à l'exploitation ;

CONSIDERANT que, par le niveau de son effectif de poulets, l'élevage relèvera de la directive n°2008/1/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15 janvier 2008 susvisée et que l'exploitant devra donc, en particulier, mettre en œuvre les « meilleures techniques disponibles » ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation ainsi que les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, notamment la mise en œuvre des « meilleures techniques disponibles », permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

CONSIDERANT que les prescriptions techniques annexées au présent arrêté doivent permettre de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions techniques annexées au présent arrêté doivent permettre la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau telle que mentionnée à l'article L. 211-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre II du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant a indiqué par courriel du 26 septembre 2011 ne pas avoir d'observations à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** Madame Murielle MARQUISSEAU est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter un élevage de 111 700 poulets standard en bâtiments sur le territoire de la commune de SAINT-ELIX-THEUX, parcelle cadastrée section ZE - n° 21b.

Les diverses installations de cet établissement entrant dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont les suivantes :

Désignation	Seuil	Rubrique	Volumen des activités	Régime
Volailles, gibier à plume (activité d'élevage, vente, etc. de), à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques.	1. plus de 30 000 animaux équivalents (A) 2. de 20 001 à 30 000 animaux équivalents (DC) 3. de 5 000 à 20 000 animaux équivalents (D) Le poulet standard est compté pour 1 animal équivalent (AE)	2111-1	111 700 poulets standard, soit 111 700 animaux équivalents	A
Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature.	Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 tonnes (AS) 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : - supérieure ou égale à 50 t (A) - supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)	1412-2-b	3 citernes de 3,2 t de gaz propane soit 9,6 tonnes	DC
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.	1. En silos ou installations de stockage a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> (A) b) si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 15 000 m <sup>3</sup> (D) 2. Sous structure gonflable ou tente	2160	6 silos de 30 m <sup>3</sup> soit 180 m <sup>3</sup>	NC
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4.	Puissance thermique maximale de l'installation : 1) supérieure ou égale à 20 MW (A) 2) supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	2910	Un groupe électrogène de 160 kW et 4x12 radiants de 10 kW soit 0,640 MW	NC
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).	2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 14-30 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m <sup>3</sup> (A) b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> (DC)	1432	Stockage de fioul pour groupe électrogène : 1,63 m <sup>3</sup> , soit une capacité équivalente de 0,11 m <sup>3</sup>	NC

A = autorisation ; D = déclaration (DC = avec contrôle périodique) ; NC = non classé

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé selon le plan de l'annexe III du présent arrêté.

**Article 2 :** L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe I, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

**Article 3 :** Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés à la Préfecture du Gers par l'exploitant (voir plan en annexe III). En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

L'exploitant est responsable de l'ensemble des nuisances et inconvénients générés sur le site d'exploitation au titre des articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement.

**Article 4 :** L'ensemble des installations ou équipements exploités dans l'établissement, mentionnés ou non à la nomenclature, doivent satisfaire à tout moment aux prescriptions techniques de l'annexe II du présent arrêté, aux arrêtés complémentaires et aux autres réglementations en vigueur, en particulier les textes visés par le présent arrêté pour ce qui les concerne.

**Article 5 :** La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où il s'écoulerait un délai de trois ans avant que les installations projetées aient été mises en service ou si leur exploitation était interrompue durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

**Article 6 :** L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cet établissement rendrait nécessaire, dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publique, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que la conservation des sites et des monuments, sans que le permissionnaire puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

**Article 7 :** L'exploitant doit se soumettre à la visite de son établissement par l'inspecteur des installations classées.

**Article 8 :** Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

**Article 9 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 10 :** L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est établi par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Article 11 :** Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions

matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

**Article 12 :** Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge par l'exploitant.

**Article 13 :** Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1er du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

**Article 14 :** Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

**Article 15 :** En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

**Article 16 : Hygiène et sécurité des travailleurs**

L'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III - parties législatives et réglementaires) du code du travail, et aux textes pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**Article 17 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le dit arrêté leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Article 18 :** Un extrait du présent arrêté, dont copie demeure déposée aux archives de la mairie de SAINT-ELIX-THEUX, est inséré dans deux journaux locaux, par les soins du Préfet du Gers, aux frais de Madame Murielle MARQUISSEAU.

Un extrait de l'arrêté fait l'objet d'un affichage par les soins du maire de SAINT-ELIX-THEUX dans les lieux habituels d'affichage municipal.

**Article 19 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Gers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à Monsieur le Maire de SAINT-ELIX-THEUX.

Auch, le 6 NOVEMBRE 2011

Le Préfet



Etienne GUEPRATTE

## **Annexe I**

de

**l'arrêté préfectoral n°2011310-0001 du 6/11/2011 autorisant Madame Murielle MARQUISSEAU à exploiter un élevage de 111 700 poulets en bâtiments sur la commune de ST-ELIX-THEUX**

### **Meilleures techniques disponibles**

Les meilleures techniques disponibles visées à l'article 2 se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Les considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action, sont les suivantes :

- Utilisation de techniques produisant peu de déchets ;
- Utilisation de substances moins dangereuses ;
- Développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets, le cas échéant ;
- Procédés, équipements ou modes d'exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle ;
- Progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques ;
- Nature, effets et volume des émissions concernées ;
- Dates de mise en service des installations nouvelles ou existantes ;
- Durée nécessaire à la mise en place d'une meilleure technique disponible ;
- Consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et l'efficacité énergétique ;
- Nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
- Nécessité de prévenir les accidents et d'en réduire les conséquences sur l'environnement ;
- Informations publiées par la commission en vertu de l'article 17, paragraphe 2, de la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 ou par des organisations internationales.

Les meilleures techniques sont recensées dans des référentiels européens (ces référentiels sont appelés BREF -pour Best REFERENCE) disponibles sur le site INTERNET <http://aida.ineris.fr>

## **Annexe II**

de

**l'arrêté préfectoral n° 2011310-0001 du 6/11/2011 autorisant Madame Murielle MARQUISSEAU à exploiter un élevage de 111 700 poulets en bâtiments sur la commune de ST-ELIX-THEUX**

### **CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES**

Sans préjudice des autres prescriptions du présent arrêté, les installations respectent les règles techniques fixées par l'arrêté ministériel du 7 février 2005 susvisé ou tout autre arrêté ministériel fixant des prescriptions applicables aux élevages de volailles soumis à autorisation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, dans les conditions définies par ces mêmes arrêté, en particulier pour les installations existantes.

#### **Article 1<sup>er</sup> – Règles générales d'aménagement et d'exploitation des installations**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et d'énergie ainsi que les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Il révisé et évalue régulièrement ses activités et les techniques utilisées de sorte que tout autre développement ou amélioration puisse être identifié et mis en oeuvre.

L'alimentation des volailles est adaptée aux différents stades physiologiques (multiphase) et incorpore des phytases homologuées.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations. Le site est entouré par une clôture d'au moins 2 mètres de hauteur. Les accès sont fermés par des portails.

Sans préjudice du code du travail, l'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple : panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes, etc.). Aucun obstacle ne doit masquer la visibilité vers la voie publique.

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de l'exploitant ou d'une personne nommément désignée par lui et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients. Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables et d'éléments d'équipement utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement, tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

#### ***Formation du personnel***

Par le terme de personnel, il faut entendre, pour le présent article, l'ensemble des personnes intervenant sur l'exploitation, salariées ou non, y compris l'exploitant.

L'exploitant définit par écrit et met en oeuvre des mesures d'information ainsi qu'un programme de formation du personnel de l'exploitation.

Le personnel de l'exploitation est familiarisé avec les systèmes de production et est correctement formé pour réaliser les tâches dont il est responsable. Il est capable de mettre en rapport ces tâches et responsabilités avec le travail et les responsabilités du reste du personnel. Son niveau de qualification garantit une bonne compréhension des impacts de ses actes sur l'environnement et des conséquences de tout mauvais fonctionnement ou toute défaillance des équipements.

L'exploitant propose au personnel qui en a besoin une formation supplémentaire ou une remise à niveau régulière si nécessaire, en particulier à l'occasion de l'introduction de pratiques de travail ou d'équipements nouveaux ou modifiés. La mise en place d'un suivi de formation est nécessaire pour fournir une base pour une révision et une évaluation régulière des connaissances et des compétences de chaque personne.

## **Article 2 - Périmètre d'éloignement**

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à au moins 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles.

Les bâtiments fixes d'élevage de volailles sont séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent, dans le cas des extensions des élevages en fonctionnement régulier, qu'aux nouveaux bâtiments d'élevage ou à leurs annexes nouvelles. Elles ne s'appliquent pas lorsqu'un exploitant doit, pour mettre en conformité son installation autorisée avec les dispositions de l'arrêté du 7 février 2005 susvisé, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment de même capacité.

## **Article 3 - Règles d'aménagement de l'élevage**

L'élevage des poulets s'effectue dans des bâtiments isolés thermiquement (coefficient U inférieur à 0,35 W/m<sup>2</sup>.°C en toiture et U inférieur à 0,6 W/m<sup>2</sup>.°C en parois verticales) et sur litière de paille. Le paillage intégral des bâtiments précède l'arrivée des animaux. Des paillages complémentaires seront éventuellement effectués durant la période d'élevage afin de disposer en permanence d'une litière suffisamment sèche.

Les poulaillers sont équipés d'un éclairage basse consommation et l'éclairage n'est pas permanent.

Le système de ventilation est de type dynamique avec une régulation automatique en fonction, notamment, de l'âge des animaux, de la température et de l'hygrométrie. Une inspection et un nettoyage des conduits de ventilation mécanique et des ventilateurs sont effectués en tant que de besoin.

## **Article 4 - Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer le site dans le paysage. En particulier, sont implantés :

- au nord, un alignement d'arbres de haut jet entre le fossé existant et le chemin d'accès et, de l'autre côté de cet accès, une haie champêtre d'essences locales ;
- à l'ouest, la prolongation de la haie champêtre le long de la route communale ;
- au sud, la prolongation de la haie champêtre sur le merlon créé ;
- à l'est, la prolongation de la haie champêtre, sauf aux lieux nécessaires aux passages et circulations.

Un aménagement paysager est réalisé au nord du site, le long de la route départementale n°127, dans le respect des prescriptions du gestionnaire de cette voie de circulation.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Tout objet inutile doit être éliminé.

Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...). Le choix des périodes d'entretien vise à limiter le dérangement des espèces présentes.

## **Article 5 - Lutte contre les nuisibles**

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il veille en particulier à ne pas créer ou entretenir des conditions favorables à l'installation et à la multiplication des animaux indésirables. Il tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

## **Article 6 – Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.),
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

## **Article 7 - Contrôles et analyses**

L'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruit notamment), soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

Sauf accord préalable de l'inspection des installations classées, les méthodes de prélèvement, de mesure et d'analyse sont les méthodes normalisées.

Les résultats des contrôles et analyses sont conservés pendant au moins 5 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, et, pour ce qui les concerne, des agents chargés de la police de l'eau.

# **CHAPITRE II - PREVENTION DES RISQUES**

## **Article 8 – Principes directeurs**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

En particulier, il n'y aura pas de stockage de paille sur le site en dehors de celle placée sous les animaux. Les travaux par point chaud sur le site sont soumis à la délivrance d'un permis de feu par l'exploitant et l'interdiction de fumer s'applique à l'ensemble des locaux en plus de certaines zones extérieures définies par l'exploitant et faisant l'objet d'un affichage dans ce sens.

## **Article 9 - Protection contre les risques d'incendie et d'explosion**

### **9-1 Accès et circulation dans l'établissement**

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.

### **9-2 Protection interne**

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- pour le stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.



### **9-3 Protection externe**

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

En l'occurrence, le site dispose au moins d'un accès viabilisé au plan d'eau de 3000 m<sup>3</sup> situé à moins de 50 mètres du plus proche bâtiment. La réserve d'eau disponible doit à tout moment être supérieure à 320 m<sup>3</sup> et l'ensemble du dispositif est conforme aux documents techniques validés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gers. Le point d'aspiration est utilisable à tout moment et signalé par une pancarte très visible.

### **9-4 Numéros d'urgence**

Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain s'il existe et quoiqu'il en soit près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

### **9-5 Installations techniques**

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les radiants à gaz utilisés pour le chauffage des animaux sont accrochés par une chaîne double ; ils sont vérifiés et dépoussiérés après chaque bande.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur (norme NF X 08-100).

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des équipements sous pression (décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 et arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression).

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent.

Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.

L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre. En particulier, un disjoncteur contre la foudre est installé au niveau de chaque tableau électrique.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Chaque bâtiment sera équipé d'un afficheur de consommation électrique. Un relevé hebdomadaire fera l'objet d'un enregistrement par l'exploitant.

### **9-6 Information sur les produits**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Ces documents sont tenus à disposition des services d'incendie et de secours.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **9-7 Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

## **Article 10 – Prévention des pollutions accidentelles**

### **10-1 Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **10-2 Rétentions**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

#### **10-3 Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### **10-4 Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme des déchets.

### **CHAPITRE III - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **Article 11 – Dispositions générales**

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan de tous les réseaux "eaux usées" et "eaux pluviales" doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il doit faire apparaître : les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles ou automatiques... Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les installations de collecte, stockage et traitement doivent être correctement entretenues.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

#### **Article 12 - Origine des approvisionnements en eau**

L'approvisionnement du site en eau qui ne s'avère pas liée à la lutte contre un incendie est assuré exclusivement par le réseau public d'adduction d'eau potable.

Un compteur volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'élevage.

#### **Article 13 - Protection des réseaux d'eau potable et de la ressource**

Le raccordement au réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau du site estimée à moins de 5 000 m<sup>3</sup>/an.

En particulier, l'exploitant met en place :

- l'abreuvement des volailles par des systèmes à pipettes ;
- l'utilisation de nettoyeurs à haute pression pour le nettoyage des bâtiments ;
- le contrôle hebdomadaire (en période d'élevage) du compteur volumétrique avec enregistrement ;
- un bilan comparatif des consommations d'eau annuelles, avec une analyse des écarts observés ;
- une vérification périodique du circuit de distribution d'eau permettant la détection des fuites.

#### **Article 14 - Gestion des eaux pluviales**

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage.

Pour la gestion des eaux pluviales, le site comprend au minimum les aménagements suivants :

- dispositif de collecte et d'évacuation des eaux de toitures ;
- fossés de collecte dirigeant les eaux vers un bassin de rétention ;
- bassin de rétention à sec d'un volume d'au moins 430 m<sup>3</sup> ;
- ouvrage de régulation limitant (sauf épisode centennal) le débit de fuite à 10l/s et muni d'une vanne de sectionnement en cas de risque de pollution ;
- rejet vers le milieu naturel en aval du plan d'eau.

Un curage du dispositif de rétention est pratiqué au moins chaque année.

#### **Article 15 - Gestion des eaux usées et eaux vannes**

Les eaux usées et eaux vannes des sas sanitaires et des locaux du personnel sont collectées et stockées dans une fosse étanche, enterrée et couverte d'au moins 5 m<sup>3</sup>.

Ce dispositif sera conforme à la réglementation en vigueur et notamment aux exigences de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

Il sera vidangé au minimum une fois par an par un opérateur agréé selon les modalités de l'arrêté susmentionné et qui aura la charge de l'enlèvement et de l'élimination du contenu.

#### **Article 16 - Gestion des effluents**

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les eaux souterraines sont interdits. Tout rejet d'effluent non traité dans les eaux superficielles est strictement interdit.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments sont reprises par la litière et évacuées avec celle-ci avant application des produits de désinfection.

##### **16-1 Identification des effluents ou déjections**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivants :

Type d'effluents ou de déjections	Volume ou masse produit annuellement (estimation)	Valeur agronomique (estimation)	
		Azote	Acide phosphorique
Fumier sec pailleux de volailles	720 tonnes	22 332 kg	18 608 kg

##### **16-2 Ouvrages de stockage**

L'élevage fonctionne sur le principe de la litière accumulée avec évacuation du fumier en fin de bande sans aucun stockage de celui-ci sur le site en dehors des bâtiments. Les eaux de lavage sont considérées comme reprises par la litière et évacuées avec celle-ci.

##### **16-3 Principes généraux liés à l'épandage des effluents**

L'exploitant est autorisé à traiter par épandage sur des terres agricoles le fumier produit par l'élevage.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Les opérations doivent respecter les prescriptions :

- de l'arrêté du 7 février 2005 susvisé, en particulier celles des articles 14 à 18 inclus ;
- dans les zones vulnérables aux nitrates, de l'arrêté préfectoral définissant le programme d'action résultant de l'application de la directive du Conseil n°91/676/CEE susvisée.

L'exploitant assure la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles dans ce domaine, en particulier l'enfouissement du fumier au plus tard dans les 12 heures suivant son épandage (sauf quand le sol est gelé).

Aucune opération d'épandage ou de constitution de tas de fumier n'a lieu sur les îlots 35, 36 et 39 durant les mois de juin à août inclus.

Une charte rédigée par l'exploitant vise en particulier à :

- garantir le respect des bonnes pratiques pour l'épandage et le stockage de fumier au champ tel que défini au point 16-4 ci-après ;
- favoriser un dialogue avec les riverains.

L'épandage est pratiqué sur les parcelles figurant en annexe IV du présent arrêté qui constitue un extrait du plan d'épandage annexé à la demande d'autorisation d'exploiter susvisée.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

#### *16-4 Stockage de certains effluents sur une parcelle d'épandage*

Dans l'attente de leur épandage, les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés sur une parcelle d'épandage ou sur une fumière dans des conditions précisées ci-après.

Lors de la constitution du dépôt sur une parcelle d'épandage, le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus. Il doit pouvoir être repris à l'hydrofourche. Les mélanges avec des produits différents n'ayant pas ces caractéristiques sont exclus. Le volume du dépôt sera adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices. Le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau.

Le stockage des fumiers respecte les distances prévues à l'article 2 de la présente annexe et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables et dans les zones d'infiltration préférentielle telles que failles ou bétouilles. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

Tout en favorisant l'épandage immédiat, l'exploitant répertorie les emplacements susceptibles d'être retenus pour le stockage de fumier au champ, en prenant particulièrement en compte les intérêts des tiers habitant à proximité (distance, topographie, vents dominants...) et compte tenu des accès existants.

#### *16-5 Mise à disposition de parcelles d'épandage par un tiers*

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à tout exploitant qui les valorise. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Ce contrat précise également :

- les modes d'épandages ;
- la quantité épandue ;
- les interdictions d'épandage ;
- la nature des informations devant figurer au cahier d'épandage ;
- les traitements éventuels effectués ;
- les teneurs maximales en fertilisants et, le cas échéant, en éléments indésirables ;
- la fréquence des analyses réalisées (effluents, sols...)
- l'adhésion à la charte telle que définie à l'article 16-3 ci-dessus.

Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents dont le contenu est défini à l'article 26-1 ci-après.

## **CHAPITRE IV - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **Article 17 - Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations, de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Tout brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais incendie en présence des services de secours.

### **Article 18 - Odeurs et gaz**

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Si l'exploitant met en œuvre un traitement destiné à atténuer les nuisances olfactives par utilisation d'un produit à action bactériologique ou enzymatique celui-ci sera utilisé conformément aux recommandations du fabricant (fréquence d'utilisation, dose).

L'épandage est planifié pour réduire la gêne éventuelle sur le voisinage. Ainsi, il a lieu uniquement en semaine (du lundi au vendredi) en période de jour et l'opérateur prend en compte la direction des vents.

#### **Article 19 - Emissions et envois de poussières**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses, et notamment :

- les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) ;
- les points de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munis de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières ;
- les voies d'accès aux bâtiments sont empierrées et convenablement entretenues ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique ;
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- des écrans de végétation doivent être prévus.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### **CHAPITRE V - DECHETS**

#### **Article 20 - Limitation de la production de déchets - tri**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets du site et en limiter la production.

L'exploitant effectue, à l'intérieur de son établissement, la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

#### **Article 21 – Elimination des déchets**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement, y compris par brûlage à l'air libre, est interdite.

##### **21-1 Déchets spécifiques**

Les déchets d'emballage visés par décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets de soins vétérinaires et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques pour les populations humaines et animales, avant d'être éliminés conformément à la réglementation en vigueur, en particulier les dispositions des articles R. 1335-1 et suivants du code de la santé publique.

Une convention pour la prise en charge des déchets de soins et assimilés est signée avec un opérateur habilité (vétérinaire de l'exploitation, organisme agréé...). Tout changement, modification ou cessation de cette convention doit être signalé à l'inspecteur des installations classées.

##### **21-2 Cas particuliers des cadavres d'animaux**

Les volailles mortes sont entreposées et enlevées par l'équarrisseur ou détruites selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les cadavres sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Quand cet enlèvement est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative, destiné à ce seul usage et identifié.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

## CHAPITRE VI - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### Article 22 – Règles d'aménagement et de fonctionnement

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### Article 23 – Niveaux limites

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées et de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé s'appliquent aux installations dans les conditions définies par ces mêmes arrêtés mais sont complétées ou remplacées, en matière d'émergence, par les dispositions ci-après.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

## CHAPITRE VII – AUTRES DISPOSITIONS PARTICULIERES

### Article 24 – Dépôt de gaz liquéfié

Le stockage de gaz liquéfié est exploité selon les plan et notice déposés par l'exploitant.

Cette activité est soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié susvisé et notamment les points suivants.

#### 24-1 Accessibilité au stockage

Le stockage de gaz inflammable liquéfié est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

#### 24-2 Contrôle de l'accès

Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou casiers verrouillables).

Les organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité des réservoirs fixes, à l'exception des soupapes, sont protégés par une clôture ou placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.

Dans la zone prévue à cet effet, l'exploitant s'assure que le conducteur du camion avitailleur (camion-citerne ou camion porte-bouteilles) inspecte l'état de son camion à l'entrée du site avant de procéder aux opérations de chargement ou de déchargement de produit.

### **24-3 Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque. Cette interdiction doit être affichée, soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire de stockage ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc..

## **CHAPITRE VIII - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

### **Article 25 - Principe et objectifs du programme d'auto-surveillance**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit « programme d'auto-surveillance ».

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit, dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

### **Article 26 – Modalités et contenu de l'auto-surveillance**

#### **26-1 Epandage**

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale (notamment pour ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain.

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des Installations classées, est tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation,
- l'identification des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues,
- les superficies effectivement épandues,
- les dates d'épandage,
- la nature des cultures,
- les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral,
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe),
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents, avec les dates de prélèvement et de mesures et leur localisation,
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le cahier d'épandage répond par ailleurs aux exigences de l'arrêté préfectoral résultant de l'application de la directive du Conseil n°91/676/CEE susvisée.

La composition des fumiers avant épandage fait l'objet d'analyses de laboratoire, au minimum lors de la première campagne de production. Ces analyses portent sur les différents types de fumiers épandus (en sortie de bâtiment d'élevage ou après stockage au champ).

Le producteur d'effluents peut justifier à tout moment de la localisation des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées et notamment l'identification des parcelles sur lesquelles un stockage de fumier est effectué est enregistrée.

En outre, chaque fois que des effluents d'élevage produits sur le site sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage comprend un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage ; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

En cas de nécessité imposée par le suivi de la fertilité des sols récepteurs d'effluents, l'exploitant met en place des analyses agronomiques périodiques par un laboratoire agréé (par le ministère en charge de l'agriculture) et les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **26-2 Bruits et vibrations**

Dans un délai maximal de six mois après la mise en service de l'élevage, l'exploitant dispose des résultats d'une étude de bruit réalisée à ses frais et fournissant au moins les éléments suivants :

- mesures des niveaux de bruit diurne et nocturne ;
- détermination des émergences prenant en compte le niveau de bruit résiduel.

Le moment choisi pour ces mesures doit tenir compte des principales sources de bruit (ventilation notamment) et être significatif à leur égard.

L'exploitant fournit ces résultats et conclusions à l'inspection et, en cas de dépassement des seuils d'émergences autorisés, met en place les actions correctives adaptées pour un respect des prescriptions.

#### **26-3 Bilan de fonctionnement**

En vue de permettre au préfet de réexaminer, si nécessaire, les conditions de la présente autorisation, l'exploitant lui présente, au plus tard dix ans après la date de signature du présent arrêté, un bilan de fonctionnement portant sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans le présent arrêté et conforme à l'arrêté du 29 juin 2004 susvisé, en particulier son article 2.

#### **26-4 Déclaration des émissions polluantes**

L'exploitant déclare au préfet, pour chaque année civile, la masse annuelle des émissions de polluants de son installation, dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

#### **26-5 Contrôle périodique**

Sur les bases des articles 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement, l'installation de stockage de gaz (rubrique n°1412) n'est pas soumise à l'obligation de contrôle périodique par des organismes agréés dans la mesure où elle est incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation.

#### **Article 27 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats**

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.



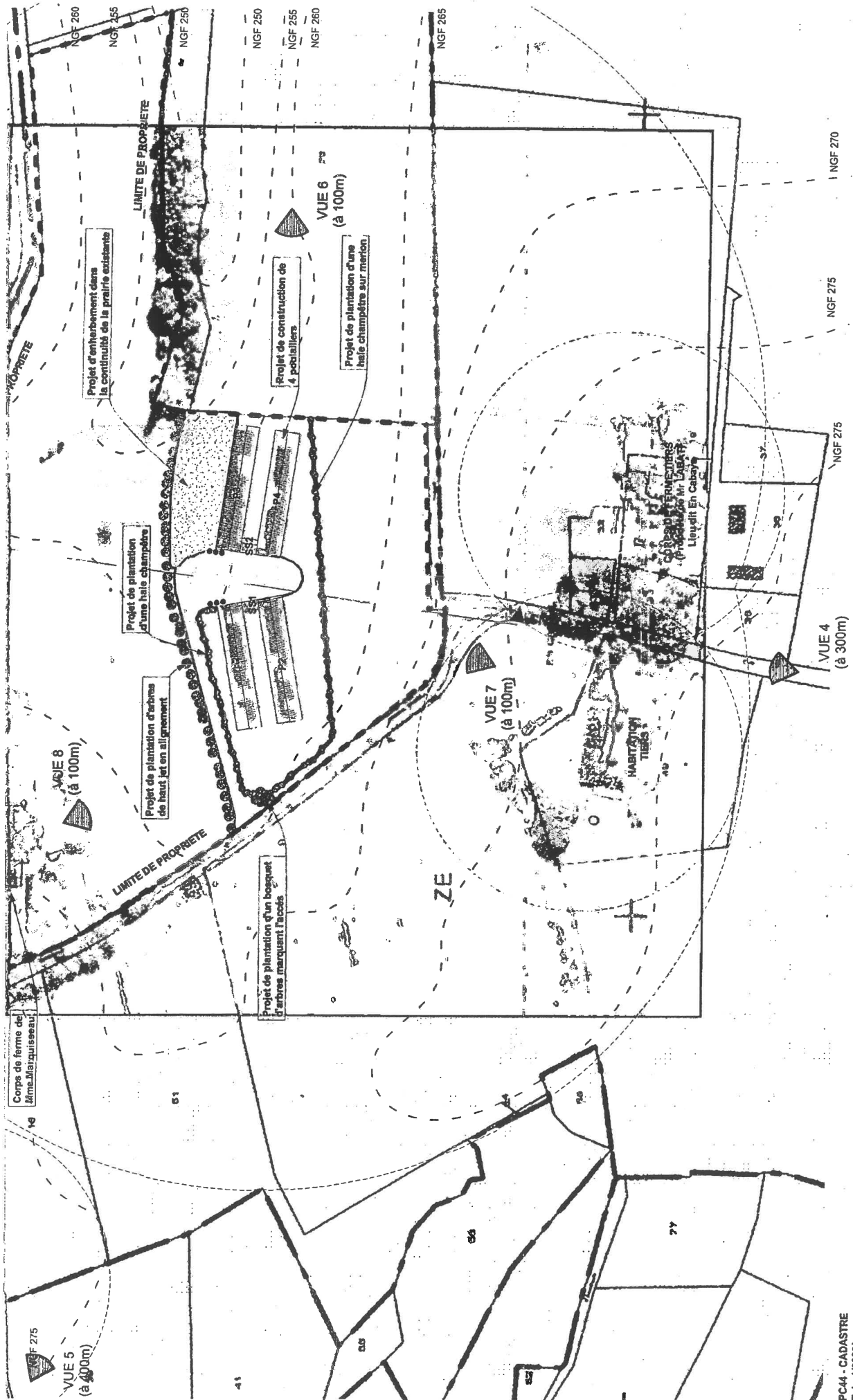
**Annexe III**

**de**

**l'arrêté préfectoral n°2011310-0001 du 6/11/2011 autorisant Madame Murielle MARQUISSEAU  
à exploiter un élevage de 111 700 poulets en bâtiments sur la commune de ST-ELIX-THEUX**

**(PLAN GENERAL DES INSTALLATIONS)**

**1 page**



PC44 - CADASTRE  
Ech: 1/3000ème

CES PLANS SONT EXCLUSIVEMENT DESTINÉS À LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE. ILS NE PEUVENT PAS ÊTRE UTILISÉS POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX

**Construction de 4 poulaillers pour créer  
un élevage de poulets sur un nouveau site**

MAÎTRE D'OUVRAGE :  
Madame MARQUISSEAU Murielle

Le Pelou - 32 300 ST ELIX THEUX

St ELIX THEUX  
le 19 juillet 2010

**PERMIS DE CONSTRUIRE - PC3 - PC44**

MAÎTRE D'OEUVRE :  
Mr ROUTURIER Pierre, Architecte D.P.L.G

Echelle : 1/3000ème  
1/1500ème  
03.1



**Annexe IV**

**de**

**l'arrêté préfectoral n°2011310-0001 du 6/11/2011 autorisant Madame Murielle MARQUISSEAU à  
exploiter un élevage de 111 700 poulets en bâtiments sur la commune de ST-ELIX-THEUX**

**(LISTE DES PARCELLES D'EPANDAGE)**

**2 pages**

## Parcellaire EARL VERDIER

Fumier sec de volailles - Epandage après un stockage minimum de 2 mois

Ilôt	Commune	Surface (ha)	Surface d'épandage retenue (ha)	Exclusion réglementaire (ha)	Surface d'épandage régl (ha)	Classe de sol selon étude CA32	Motif de l'exclusion réglementaire
1	Moncassin	24	24	9,25	14,75		Habitation; cours d'eau; pente
2	Moncassin	2,33	2,33	0,99	1,34		Cours d'eau
3	Moncassin	24,32	24,32	2,95	21,37		Point d'eau et pente
4	Durban	41,1	41,1	9,83	31,27		Habitation; cours d'eau; pente
5	Lourtles-Monbrun	1,35	0		0		
6	Moncassin	6,13	6,13		6,13		Tiers
7	Moncassin	1,21	1,21		1,21		
8	Moncassin	23,48	23,48	2,24	21,24		Habitation; cours d'eau
9	Moncassin	13,74	13,74	0,37	13,37		Habitation; cours d'eau
10	Moncassin	18,54	18,54	0,51	18,03		Habitation; cours d'eau
11	Moncassin	4,88	4,88	1,89	2,99		Pente; zone non cultivée

	SAU (ha)			SPE (ha)
<b>Total EARL VERDIER</b>	<b>161,08</b>	<b>159,73</b>	<b>28,03</b>	<b>131,7</b>

# Parcellaire GAEC DU MOULIN DE LAPALU

Fumier sec de volailles - Epandage après un stockage minimum de 2 mois

Ilôt	Commune	Surface (ha)	Surface d'épandage retenue (ha)	Exclusion réglementaire (ha)	Surface d'épandage régl. (ha)	Classe de sol selon étude CA32	Motif de l'exclusion réglementaire
1	Moncassin	13,31	13,31	0,95	12,36	maïs	Habitation; cours d'eau
2	Moncassin	7,53	7,53	0,43	7,1	maïs	Cours d'eau
3	Moncassin	1,04	1,04	1,04	0		
4	Moncassin	7,31	7,31	0,27	7,04	maïs	Habitation; cours d'eau
5	Moncassin	2,79	2,79		2,79	maïs	Tiers
6	Moncassin	4,58	4,58	0,89	3,69	maïs	Cours d'eau
7	Moncassin	6,3	0	0	0		Pente
8	Moncassin	3,31	0	0	0		Pente
9	Moncassin	0,58	0	0	0		Pente
10	Moncassin	0,69	0	0	0		Pente
11	Moncassin	0,62	0	0	0	blé	Pente
12	Moncassin	1,58	0	0	0		Pente
13	Moncassin	1,06	0	0	0		Pente
14	Moncassin	0,09	0,09	0,09	0		Tiers
15	Moncassin	5,41	5,41	1,47	3,94	maïs	Cours d'eau
16	Moncassin	3,66	3,66		3,66	maïs	
17	Moncassin	1,12	1,12	0,42	0,7	blé	Habitation; cours d'eau
18	Moncassin	1,77	1,77	1,77	0		
19	Moncassin	6,92	6,92		6,92	maïs	
20	Moncassin	5,76	5,76	0,43	5,33	blé	Cours d'eau
21	Belloc Saint Clamens	3,06	3,06	0,44	2,62	maïs	Cours d'eau
22	Belloc Saint Clamens	2,73	2,73	0,93	1,8	maïs	Habitation; cours d'eau
23	Belloc Saint Clamens	2,76	2,76	0,56	2,2	maïs	Habitation; cours d'eau
24	Belloc Saint Clamens	0,61	0,61		0,61		
25	Belloc Saint Clamens	0,91	0,91	0,91	0		Cours d'eau
26	Belloc Saint Clamens	0,54	0,54		0,54		
27	Saint-Elix-Theux	3,3	3,3		3,3	colza	Tiers
28	Saint-Elix-Theux	6,14	6,14		6,14	colza	
29	Saint-Elix-Theux	4,8	4,8	0,33	4,47	colza	Tiers
30	Saint-Elix-Theux	1,59	1,59	0,11	1,48	colza	Tiers
31	Saint-Elix-Theux	1,32	0		0		Tiers
32	Saint-Elix-Theux	0,87	0		0		Tiers
33	Saint-Elix-Theux	0,28	0,28	0,28	0		Tiers
34	Saint-Elix-Theux	4,13	4,13	0,58	3,55	blé	Tiers
35	Sauviac	1,9	1,9	0,39	1,51	maïs	Tiers
36	Sauviac	0,97	0,97		0,97	maïs	Tiers
37	Sauviac	0,66	0,66	0,24	0,42	maïs	Tiers
38	Sauviac	10,97	10,97	0,76	10,21	maïs	Tiers
39	Sauviac	2,98	2,98		2,98	blé	
40	Sauviac	2,33	2,33	0,37	1,96	maïs	Tiers
41	Sauviac	2,83	2,83	0,53	2,3	blé	Tiers
44	Sauviac	5,82	5,82	1,42	4,4	blé	Habitation; cours d'eau
45	Sauviac	0,37	0,37		0,37		
46	Sauviac	1,46	1,46	0,32	1,14	blé	Habitation; cours d'eau
47	Vlozan	11,05	11,05	2,85	8,2	blé	Habitation; cours d'eau
48	Vlozan	0,98	0,98		0,98	blé	
49	Bazugues	0,97	0		0		
50	Bazugues	0,28	0		0		
51	Bazugues	0,34	0		0		
53	Bazugues	0,48	0		0		
55	Sauviac	15,72	15,72	2	13,72	maïs	Habitation; cours d'eau
56	Moncassin	4,7	4,7		4,7	Tourmesol	
57	Moncassin	7,51	7,51	1,28	6,23	maïs	
58	Moncassin	1,63	1,63	0,14	1,49	maïs	Cours d'eau

SAU (ha)

Total Gaec du Moulin 182,42 164,02 17,06 141,82